



Rapport annuel *2019*

Tous des ambassadeurs

Un flot de critiques, souvent peu nuancées, à l'adresse de l'agriculture a marqué l'année 2019. Les paysans et paysannes sont toutefois des ambassadeurs crédibles de leur propre cause. C'est là une ressource à exploiter.

Chères paysannes, chers paysans,

L'agriculture a traversé une année 2019 difficile sur le plan émotionnel. Nous aurions pu en venir à penser que notre branche était responsable de tous les maux causés par l'homme. C'est démoralisant, d'où la peine que nous avons éprouvée à rester motivés et positifs. Faisons donc l'effort de garder à l'esprit que les sondages montrent à chaque fois que les familles paysannes bénéficient toujours d'une grande sympathie et de soutien dans la population. Par les temps qui courent, il est très important de pouvoir compter sur une base solide de bonne réputation et de confiance. Malgré un jugement en grande partie positif, nous restons la cible de virulentes critiques dans différents domaines, comme vous vous en êtes sans aucun doute rendu compte. Depuis que l'abondance nous a fait oublier la détresse existentielle et la faim, les attentes envers l'agriculture reflètent la manière dont la société a évolué. L'alimentation est devenue un style de vie: je suis ce que je mange.

« Ce flot permanent de critiques peu nuancées est démoralisantS. »

Comme les humains sont des êtres pétris de contradictions, leurs attentes ne sont en rien convergentes ni cohérentes. Le débat sur le climat en est l'exemple parfait. Aussi nombreux que soient ceux qui voient dans le réchauffement planétaire un danger pour l'homme et l'environnement, les compagnies aériennes ne connaissent aucun recul dans les réservations, et la vente de véhicules tout-terrain est même en plein essor. Bien que la plupart des consommateurs affirment désirer une agriculture encore plus écologique, utilisant moins



de produits phytosanitaires et de fourrages importés, renonçant aux intrants chimiques, et promouvant les sorties de tous les animaux de rente et la réduction de la taille des troupeaux, les produits bio et labellisés peinent à s'écouler, comme le montre l'exemple de la famille Schürch en page 9.

Nous sommes convaincus que nous n'avons pas besoin de nouvelles lois ni de nouvelles ordonnances en premier lieu. Nous devons plutôt nous assurer que toutes les exploitations respectent les innombrables dispositions déjà existantes. Tout incident, toute infraction nuit à notre image et, partant, à l'ensemble de la

paysannerie. Nous produisons aux yeux de tous et sous les feux des projecteurs, que cette situation nous plaise ou non. Et nous devons en tout temps adopter un comportement de circonstance. C'est aussi à nous de chercher le dialogue avec la population et de mener un travail d'information. Vu les initiatives qui passeront en votation et, par exemple, le débat autour des produits phytosanitaires, force est de constater que la population ne connaît plus grand-chose de la production agricole et des interdépendances à l'œuvre. Ensemble, nous sommes plus de 100 000 ambassadeurs et ambassadrices. C'est là une ressource que nous devons exploiter! Cherchons le dialogue avec

les gens et expliquons-leur pourquoi l'initiative pour l'eau potable ne résout aucun problème, mais en crée de nouveaux. À cet effet, l'USP a mis à votre disposition des documents dans le but de vous aider.

Face à tout cela, les autres dossiers, tout aussi importants pour nous, passent presque à l'arrière-plan. Le nouveau message relatif à l'évolution future de la politique agricole est paru début 2020. Diverses discussions difficiles s'annoncent inévitables. Alors que la conclusion d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur se profile à l'horizon, la Suisse veut aussi entrer en pourparlers à cette fin avec les États-Unis. Les discussions sur les constructions en dehors de la zone à bâtir dans le cadre de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire ne sont pas non plus terminées.

« Nous devons tous retrouver nos manches et chercher le dialogue avec la population. »

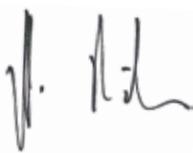
En 2019, nous avons aussi assisté à divers changements dans des offices importants. Au début de l'année, Guy Parmelin est passé à la tête du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. En octobre, ce sont les élections fédérales qui ont eu lieu. Le nombre de parlementaires proches de l'agriculture d'une manière ou d'une autre n'a pas changé aux chambres fédérales. Dans de nombreuses régions, des paysans actifs ont remporté un nombre de suffrages plus qu'honorable. Il pourrait néanmoins devenir plus difficile de rallier des majorités au Parlement renouvelé. En novembre, Jacques Bourgeois, notre directeur depuis de nombreuses années,

a annoncé qu'il tirerait sa révérence fin mars 2020. Début décembre, c'est Christian Hofer, le nouveau directeur de l'OFAG, qui est entré en fonction.

« Les idéaux sont comme des étoiles. Nous ne pouvons les atteindre, mais ils nous guident. »

Nous sommes et restons tous sollicités. Une chose est sûre cependant : nous faisons du bon travail et sommes bien meilleurs que l'image que l'on veut souvent nous donner. Nous devons et pouvons répondre de notre agriculture en sachant qui nous sommes. Nous produisons des aliments de première qualité. Nos méthodes de production sont les plus respectueuses de l'environnement et du bien-être animal à l'échelle planétaire. L'amélioration est un processus. En accord avec la demande des consommateurs, nous n'allons pas nous opposer à poursuivre cette route. Les idéaux sont comme des étoiles. Nous ne pouvons pas les atteindre, mais ils nous guident.

Chères paysannes, chers paysans, nous tenons à vous remercier de votre confiance et espérons que nous continuerons à la mériter à l'avenir. Les occasions de faire nos preuves ne manquent pas!



Markus Ritter
Président



Jacques Bourgeois
Directeur

Sommaire

Éditorial	2
Nos activités en 2019	4
L'année agricole	9
En interne	10
Organigramme	11
Les travaux dans les organes	12
Le Comité	13
Les travaux en cours	14

Crédits photos

agrimage.ch: Jolanda Ernst (image de couverture), Agroscope, Fondation Agriculture et Handicap, OrTra AgriAliForm, Shutterstock, Union suisse des paysans

Vous trouverez la vidéo du directeur ici :



Notre travail en bref

*Voici une sélection des thèmes qui nous ont occupés en 2019.
Rendez-vous sur notre site web pour un aperçu détaillé des objectifs et
des mesures définis dans le Programme d'activités.*

NOUS PROTÉGEONS CE QUE NOUS AIMONS



Combat des initiatives anti-phyto

Fin 2018 déjà, l'USP a institué un groupe national d'accompagnement et fondé une alliance pour combattre les deux initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». L'alliance a prévu de mettre à profit le temps jusqu'à la votation proprement dite pour informer la population des sujets visés par les initiatives, comme la protection des végétaux, l'affouragement, l'usage d'antibiotiques ou la biodiversité. Le slogan « Nous protégeons ce que nous aimons », le site web agriculture-durable.ch et la page Facebook éponyme représentent le dénominateur commun de toutes les activités d'information.

Mesures de la précampagne

Dans le cadre de la précampagne, l'USP a réalisé un stand de foire et un module d'extérieur dédiés à la protection des végétaux. En 2019, le grand stand a accueilli des visiteurs à quinze occasions. Par ailleurs, nous avons produit des panneaux résistants aux intempéries et des prospectus sur la protection des végétaux, l'affouragement et l'élevage, et nous les avons mis gratuitement à la disposition des organisations membres. Rien qu'en Suisse alémanique, nous avons distribué 12 000 panneaux et plus de 100 000 prospectus. Pour informer le public, un accent a été mis sur la communication en ligne avec le nouveau site web agriculture-durable.ch et la page Facebook éponyme. Les quelque 150 publications ciblant les régions urbaines ont atteint 1,57 million de personnes, générant 166 000 interactions et 241 000 visionnements des vidéos. Nos vidéos explicatives en style de dessin animé sur la protection des végétaux, l'affouragement et la biodiversité, ainsi que d'autres films courts sur la protection phytosanitaire dans la pratique, tournés avec des agriculteurs, ont connu un vif succès. Enfin, l'USP a diffusé dix communiqués de presse sur les sujets des initiatives et a participé aux débats sur Twitter.



Étude de la HAFL : les conséquences de l'initiative pour l'eau potable

L'USP a chargé la Haute école spécialisée HAFL de réaliser une étude sur les conséquences de l'initiative pour une eau potable propre, en se basant sur onze exploitations dans toute la Suisse. L'une des exploitations étudiées, celle d'Urs Bürgi à Limpach, a accueilli la conférence de presse pour présenter les résultats: en cas d'acceptation de l'initiative, en particulier les exploitations maraîchères, viticoles et arboricoles, celles pratiquant certaines cultures des champs, et les élevages avicoles et porcins se verraient contraints soit de renoncer aux paiements directs et de ne plus produire selon le cahier des charges des prestations écologiques requises, soit d'abandonner la production.



Conférence de presse de début d'année et magazine ZOOM

Nous avons entamé 2019 par notre traditionnelle conférence de presse de début d'année (image) et la présentation du magazine ZOOM dédié à l'importance économique de l'agriculture. La conférence a eu lieu dans la campagne lucernoise, à Hergiswil bei Willisau, dans l'exploitation de Renate et Bruno Ambühl et en présence d'Urs Kiener, syndic de la commune et lui aussi agriculteur. Malgré l'endroit reculé, la conférence a attiré beaucoup de médias et a aussi trouvé un large écho partout ailleurs grâce à une dépêche ATS. La commune dans la région du Napf se prêtait parfaitement pour illustrer l'importance économique de l'agriculture.

Politique agricole 22+

Après avoir consulté ses organisations membres, l'USP a adressé aux autorités sa prise de position sur le développement futur de la politique agricole. La faitière agricole soutient les mesures visant à accroître la durabilité de la production suisse, mais mise aussi sur la stabilité des conditions cadres. En été, le Conseil fédéral a présenté les résultats de la consultation et les principales décisions prises sur la base de ce processus. L'USP attend le message du Conseil fédéral pour fin février 2020. Elle a participé à tout le processus dans plusieurs groupes de travail de l'OFAG et représenté les intérêts des familles paysannes dans ce contexte.

Aménagement du territoire

L'USP s'est engagée avec succès pour que le Parlement n'entre pas en matière sur la proposition du Conseil fédéral portant sur les constructions hors des zones à bâtir. Le projet est tellement lacunaire et non abouti que seule une nouvelle version pourrait déboucher sur un meilleur résultat. Pour nous, ce sont en particulier les dispositions pénales, les zones agricoles spéciales pour la détention d'animaux, l'obligation de démolir en vertu d'un gage immobilier ainsi que la méthode de planification et de compensation qui se révèlent inacceptables.

Marchés et valeur ajoutée

L'agriculture gagne près de quatre francs sur cinq de ses recettes totales en vendant ses produits. La situation sur les marchés continue de faire la pluie et le beau temps dans la conjoncture de l'agriculture. L'USP s'est engagée pour des conditions cadres idéales en 2019. Avec les organisations sectorielles, elle s'est mobilisée pour des prix indicatifs et des usages commerciaux adéquats, ainsi que pour des importations conformes au marché. La valeur de la production agricole totale de l'agriculture suisse s'est élevée à 11,0 milliards de francs en 2019, ce qui correspond à une hausse de 300 millions de francs en glissement annuel.





Accords de libre-échange

L'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur s'est trouvé au cœur des débats de politique commerciale. Ces pays forment l'un des plus grands marchés d'exportation du secteur agricole au niveau mondial. Face au risque de voir le marché suisse inondé de produits bon marché en provenance d'Amérique du Sud, l'USP a défini des lignes rouges à ne pas franchir pour la délégation aux négociations. La bonne collaboration au sein de la coalition sur le Mercosur avec des organisations de la protection des animaux, du développement et des consommateurs a permis une large sensibilisation du public à cet enjeu. Par ailleurs, toutes les fédérations paysannes des pays de l'AELE ont adressé une lettre commune à leurs ministres respectifs de l'économie.

« Paysans suisses » sur Instagram

En avril, l'USP s'est lancée sur Instagram sous le nom « Schweizer Bauern », dans le but de s'adresser également à une population plus jeune outre-Sarine. À la fin de l'année, son profil comptait déjà 5400 abonnés. Deux jours par semaine, la publication est confiée à une vingtaine d'agriculteurs, d'agricultrices et de paysannes, qui diffusent des photos de leur vie quotidienne. Des faits et de courtes vidéos concernant l'agriculture ainsi que les « tendances agri » agrémentent ces publications. Une présence en français suivra en 2020.

Top départ pour le recyclage du phosphore

Le recyclage des éléments nutritifs présente une lacune depuis l'interdiction d'utiliser les boues d'épuration comme fertilisant. Il est prévu de combler cette lacune dans le cas du phosphore. À cet effet, il a été décidé de modifier une ordonnance au niveau fédéral. D'ici à la fin de la période de transition en 2026, il faudra recycler 50% du phosphore, et même 75% à partir de 2036. Il s'agit de remédier à la dépendance des importations, de réduire l'accumulation de polluants (métaux lourds) générée par les engrais phosphorés importés à l'heure actuelle, ainsi que de boucler le cycle du phosphore. L'USP fait partie du groupe-pilote accompagnant ce projet. Elle s'engage pour que les agriculteurs disposent bientôt d'un engrais économique et de grande qualité.

Magazine ZOOM sur l'agriculture à l'ère du changement climatique

Au plus tard depuis l'été caniculaire de 2018, le changement climatique est aussi devenu une réalité en Suisse. L'USP a publié un magazine ZOOM consacré à l'agriculture à l'ère du changement climatique pour clarifier la situation s'agissant des répercussions prévisibles dans l'agriculture et des possibilités dont celle-ci dispose pour réduire ses propres émissions de gaz à effet de serre. Elle a présenté cette publication lors d'une conférence de presse organisée durant l'été 2019. Depuis lors, l'USP est amenée à répondre à de nombreuses autres demandes de la population à ce sujet.





Journée consacrée à la biodiversité

Avec les Amis de la Nature Suisse, apisuisse, Dark-Sky Switzerland, l'Union suisse des paysans a invité les médias, la population et les familles paysannes à une journée consacrée à la biodiversité, qui a eu lieu sur l'exploitation de la famille Stettler à Münchenbuchsee (BE). Plusieurs postes et des visites guidées ont permis de présenter l'engagement de l'agriculture en faveur de la biodiversité. Le public a aussi découvert diverses mesures permettant d'accroître l'encouragement de la biodiversité à la campagne, dans les jardins et sur les balcons. Malgré la pluie et le vent, 80 personnes ont participé à cette journée.

Deuxième vague d'affiches « Paysans suisses »

Depuis l'été 2018, des paysannes et paysans expliquent en ligne et sur des affiches quelles prestations ils fournissent à la population, pourquoi ils le font et quelles valeurs ils défendent. Début 2019 a eu lieu une deuxième vague d'affiches dans les grandes villes de Suisse, avec un concours de selfies. Quinze nouvelles personnes ont prêté leur visage à la campagne en 2019. Outre sur des affiches classiques, elles sont aussi apparues sur des écrans et des panneaux lumineux dans les gares, les transports publics et sur divers canaux en ligne.



Accueil social à la ferme

La ferme peut aussi convenir comme lieu de vie et de travail pour des personnes aux besoins particuliers. L'USP a publié un nouveau guide pour soutenir les familles paysannes intéressées à offrir de telles prestations.



1^{re} Journée nationale Portes ouvertes à la ferme

Le 2 juin, quelque 150 familles paysannes ont ouvert grand les portes de leur exploitation et invité la population à venir découvrir les différentes facettes de l'agriculture indigène lors de la première Journée nationale Portes ouvertes à la ferme. Cette journée a attiré pas moins de 60 000 visiteurs. Les échos reçus, le nombre de visiteurs et l'intérêt des médias ont montré que l'USP répond à un besoin avec cette manifestation. La prochaine édition aura lieu le 7 juin 2020.

Plus de 1700 fermes sur a-la-ferme.ch

Le projet « À la ferme » a connu un grand succès en 2019. Le nombre de producteurs en vente directe est passé de 900 à 1700 fermes. Il reste toutefois encore un gros potentiel à exploiter : nous prévoyons un nouvel effort en 2020 et allons rallier d'autres partenaires comme TWINT, GastroSuisse et HotellerieSuisse, Bio Suisse, l'UMS et la FUS.

Impôts en cas de transmission et de cessation de l'exploitation

La transmission de l'exploitation et, en particulier, la cessation d'activité peuvent donner lieu au paiement d'impôts et de cotisations sociales considérables. Agriexpert a donné des informations sur les facteurs importants lors des cours destinés aux agriculteurs et dans des articles parus dans la presse spécialisée. Diverses mesures pour atténuer les effets (planification précoce des répercussions fiscales, rachat dans la caisse de pension, etc.) ont aussi été présentées.

Révision de la formation professionnelle initiale

L'OrTra AgriAliForm, dont le secrétariat est tenu par l'USP, a lancé le processus de révision de la formation professionnelle initiale. À cet effet, elle a institué des groupes de travail pour définir les besoins en formation jusqu'en 2030. En outre, les membres de l'OrTra et des acteurs de la formation agricole ont participé à une enquête en automne 2019.



Aperçu de tous les objectifs et
de toutes les mesures définies dans
le Programme d'activités :



Pour suivre notre actualité, abonnez-vous
à notre newsletter ou à notre groupe
WhatsApp :



Quand le boom du bio n'est pas au rendez-vous

La société réclame souvent un tournant agricole. Fin 2019, Gabi et Beat Schürch, un couple d'agriculteurs de Kirchberg (BE), ont adressé une lettre ouverte à Franziska Herren pour attirer son attention sur les « difficultés d'écoulement » du lait bio. Leur courrier a provoqué bien des réactions. La réponse, par contre, s'est révélée décevante.

Tout a commencé avec une lettre. Dans celle-ci, il était écrit que les ventes de lait bio peinent à prendre leur essor. De ce fait, Gabi et Beat Schürch continuent à commercialiser leur production comme lait conventionnel en 2020. Deux ans après leur reconversion, les Schürch ne touchent toujours pas de supplément bio. Le couple était conscient de ce risque lorsqu'il a décidé de reconvertir l'exploitation, vu l'absence de prise en charge du lait. Cependant, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour les Schürch remonte à la participation à une manifestation avec Franziska Herren, l'auteure de l'initiative pour l'eau potable. « Nous avons eu droit à un tas de reproches, comme quoi les paysans faisaient tout faux. Or, avec la reconversion au bio, nous étions justement en train d'essayer de tout faire juste et de répondre aux attentes de la société », raconte Gabi.

Une lettre ouverte en guise d'exutoire

Les Schürch sont rentrés chez eux frustrés et désespérés. L'histoire a continué de les ronger. Gabi a donc pris le temps de rédiger une lettre ouverte à Franziska Herren. Elle y a décrit sa situation et lui a posé des questions : pourquoi les consommateurs qui n'achètent que très peu de produits bio aujourd'hui changeraient-ils soudain leurs habitudes à l'avenir ? Comment se développeront les prix si l'offre en bio dépasse de loin la demande et que tous les autres produits sont importés ? Et comment Mme Herren compte-t-elle empêcher que de nombreux paysans sortent des paiements directs et renoncent aussi à se conformer aux PER ? Gabi Schürch a envoyé sa lettre à divers médias et l'a publiée sur sa page Facebook. Dans un premier temps, la lettre a circulé dans l'agriculture, provoquant de nombreuses réactions. Plus tard, divers médias se sont aussi emparés du sujet. À la mi-janvier, une équipe de la télévision alémanique est même venue à la ferme et a parlé au téléjournal de la liste d'attente pour le lait bio.

Aucune réponse aux questions posées

Une semaine après son passage à la télévision, Gabi a reçu une réponse de Franziska Herren. Cette dernière y martelait son mantra : l'agriculture doit changer de fond en comble, parce que les impacts environnementaux sont trop négatifs. Elle ne s'est même pas donné la peine de répondre aux questions des Schürch. Par contre, elle a vanté une production selon les directives de l'initiative pour l'eau potable comme une situation gagnant-gagnant pour tous. Ce sont ici deux mondes opposés qui s'entrechoquent. D'un côté, celui de l'agriculture vivante et raisonnée, même de l'agriculture biologique dans le cas des Schürch. Celle-ci se bat pour

mettre sur le marché ses produits particulièrement respectueux de l'environnement et des animaux, et aussi pour obtenir des prix rémunérateurs couvrant les coûts supplémentaires. De l'autre côté, celui d'une conception idéalisée, à mille lieues de la pratique, éclipsant totalement le fait qu'il n'est pas possible de modifier de fond en comble l'agriculture suisse sans tenir compte de la demande. Et ce, peu importe que les producteurs travaillent selon les normes PER ou le cahier des charges bio. Il est encore plus utopique de vouloir chambouler l'agriculture indigène si l'initiative elle-même ne tient compte des importations. En effet, si une chose est sûre, c'est que les importations augmenteraient. Celles-ci proviendraient d'une agriculture fort éloignée de la nôtre sur le plan de la durabilité.

« Nous espérions recevoir une réponse bien réfléchie et que Mme Herren s'intéresserait à notre situation ». Les Schürch sont déçus, leur frustration reste entière. L'incertitude causée par l'initiative chez les Schürch et toutes les autres familles paysannes perdurera aussi en tout cas jusqu'à la votation. Les Schürch espèrent que l'agriculture s'opposera d'une seule voix à l'initiative.



Gabi et Beat Schürch avec leurs vaches.
La demande sur le marché bio est insuffisante pour leur lait.

Aperçu de l'année agricole
(résumé du LID) :



L'USP en quelques chiffres

Effectif en personnel

Au 31 décembre 2019, l'USP occupait 126 personnes, dont 58 à plein temps. Parmi elles, neuf effectuaient un apprentissage d'employé de commerce. Les femmes représentaient 59% de l'effectif. À cela viennent s'ajouter les quelque 220 personnes employées par le groupe Agrisano et l'OCA.

Revue de direction et analyse des risques

Les thèmes prioritaires pour l'agriculture et internes à l'USP, que l'Assemblée des déléguées avait approuvés en 2018, ont servi de repères durant l'exercice écoulé. L'USP a réussi à atteindre la plupart de ses objectifs, comme l'a montré la revue de direction réalisée en janvier 2020. Les objectifs fixés et les résultats atteints par thème prioritaire et par tâche spéciale de 2019 sont également disponibles en ligne. Dans le cadre de son analyse des risques, l'USP s'est intéressée non seulement au contexte général (société, politique, commerce, consommateurs) et à ses effets potentiels sur elle-même, mais aussi au contexte interne (secrétariat, organes, organisations membres et familles paysannes).

Contrôle des comptes 2019

Le contrôle des comptes est assuré par la société OBT AG (Brugg) en qualité d'organe de révision légal, ainsi que par l'organe de révision interne, composé de Franz Philip (Bauernvereinigung des Kantons Schwyz, Rothenthurm) et de Bernard Leuenberger (Chambre d'agriculture du Jura bernois, Renan). Les vérificateurs n'ont constaté aucune irrégularité et ont décerné de bonnes notes à la division Finances et RH pour la tenue de tous les comptes.

Évaluation économique

L'USP finance deux tiers de ses charges par la facturation de services ou des recettes internes. Ce ratio se montre stable depuis des années et a même connu une légère progression. Les contributions à la surface sont incontestées, et les délégués ont entériné la surface agricole utile comme base de calcul. Un nouveau système d'encaissement des contributions liées aux produits est en place jusqu'en 2021. L'encaissement des contributions de l'économie animale, assuré par Identitas sur la base d'un mandat, a aussi fait ses preuves la deuxième année après son introduction. Le montant total des contributions liées aux produits reste toutefois encore en retrait des 2,27 millions de francs requis, car l'apport de la production maraîchère fait défaut suite à la sortie de l'Union maraîchère suisse. Dans le plan financier des années à venir, il est souligné qu'une gestion stricte des coûts, la participation de toutes les filières, le développement de nouvelles sources de revenus ainsi que la remise en question des prestations fournies sont nécessaires pour maintenir l'équilibre financier.

Extrait des comptes annuels

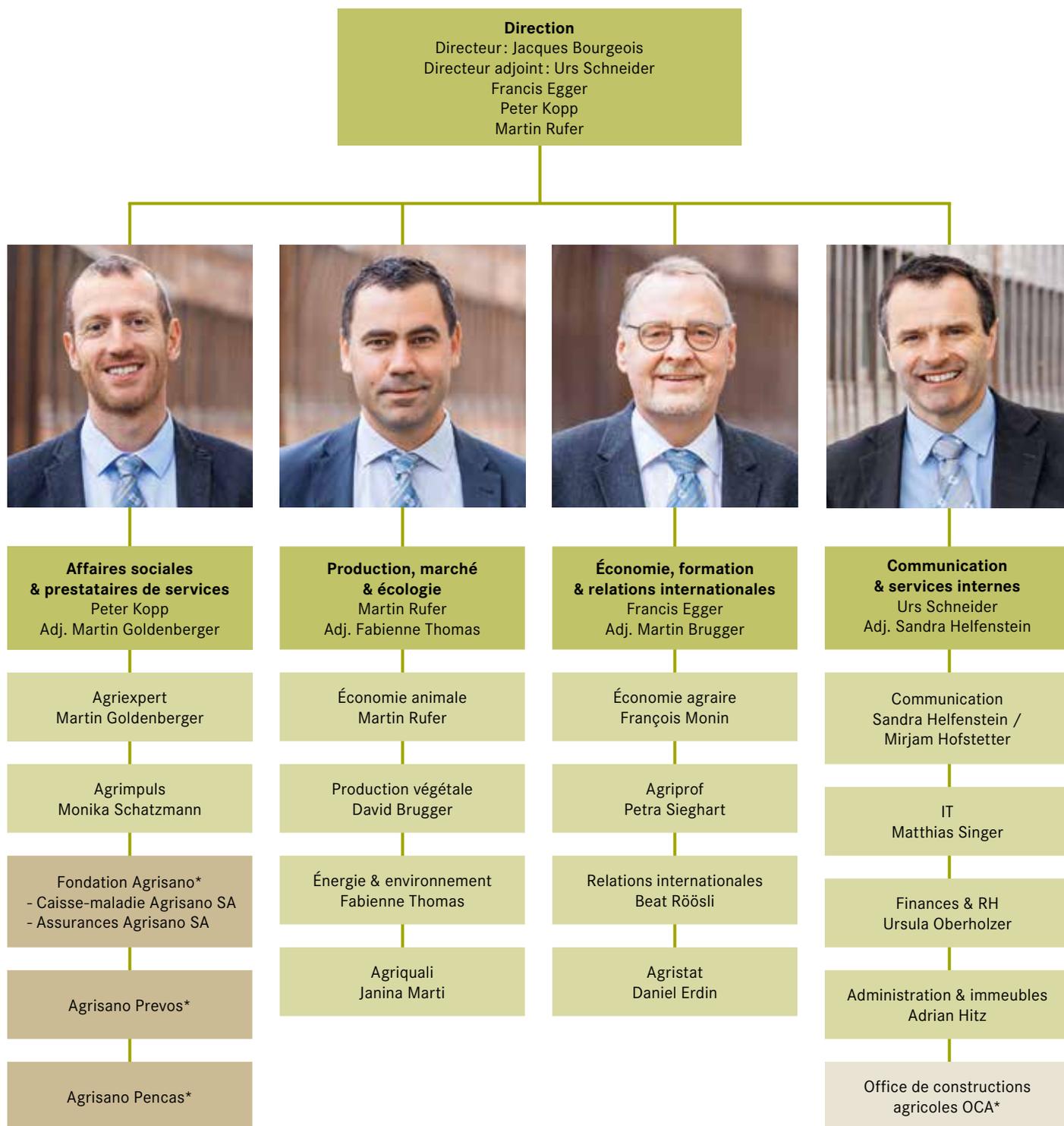
Compte de résultat

	2019	2018
Contributions	5 713 430	5 924 772
Subsides provenant de fonds	443 000	340 000
Produit de services	9 466 888	9 545 993
Revenus immobiliers	355 336	342 616
Autres produits	1 568 082	1 556 197
Produit net des livraisons et des prestations	17 546 736	17 709 578
Charges d'exploitation	- 3 048 714	- 3 077 540
Résultat brut	14 498 022	14 632 038
Charges en personnel	- 11 105 288	- 11 496 102
Autres charges d'exploitation	- 2 745 479	- 2 750 974
Amortissements	- 279 256	- 304 267
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts	367 999	80 695
Résultat financier	- 4 950	- 4 860
Résultat exceptionnel, unique ou hors période	- 382 653	- 148 570
Impôts directs	- 16 369	- 19 450
Déficit/bénéfice	- 35 973	- 92 185

Bilan

	31.12.2019	31.12.2018
Actifs		
Actif circulant	7 074 828	6 852 070
Actifs immobilisés	9 052 794	9 302 590
Actif des fonds	18 747 911	17 707 797
Total	34 875 533	33 862 457
Passifs		
Capital étranger à court terme	1 659 165	1 601 752
Capital étranger à long terme	14 179 604	14 228 082
Actif des fonds	18 747 911	17 707 797
Capital de l'association	288 853	324 826
Total	34 875 533	33 862 457

Le secrétariat de l'USP



Tous les collaborateurs de l'USP:



- Départements
- Divisions
- Fondations et SA
- Coopérative

* Personne juridique propre, pas soumise directement à la direction opérationnelle

« Serrons-nous les coudes »

Anne Challandes est la présidente de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales. Avec sa famille, elle gère une exploitation d'élevage allaitant et de grandes cultures dans le canton de Neuchâtel. Elle est devenue vice-présidente de l'Union suisse des paysans en novembre 2019.

Tu es la paysanne la plus importante du pays et, partant, l'un des porte-drapeaux de l'agriculture suisse.

Quels objectifs t'es-tu fixés ?

Toutes les paysannes sont importantes. Je préfère donc dire que je les représente, c'est-à-dire que je parle en leur nom et que je défends leurs intérêts. C'est pourquoi je veux être à leur écoute. Mon objectif est de parvenir à défendre les intérêts des femmes en général et des paysannes en particulier pour contribuer à une amélioration de leur situation. Les familles paysannes me tiennent elles aussi à cœur ! Elles nourrissent la population, façonnent le paysage, maintiennent le tissu des régions, en particulier sur le plan social et économique. J'espère pouvoir contribuer à le faire comprendre à la population. Des échéances importantes nous attendent !

En 2019, les médias se sont acharnés à donner une très mauvaise image de l'agriculture. Comment te l'expliques-tu ?

L'agriculture est aussi liée à de nombreux sujets d'intérêt général : finances, utilisation du territoire, bien-être animal, alimentation, eau, biodiversité. En outre, l'agriculture est soumise aux yeux de tous. Paradoxalement, le lien toujours plus ténu entre la population non agricole et ses racines paysannes mène à une méconnaissance et une incompréhension grandissantes de la réalité des familles paysannes. Enfin, la qualité de vie dans notre pays, l'opulence de denrées alimentaires et l'absence de crainte quant à l'accès à de la nourriture en suffisance font parfois aussi perdre le sens de la logique.



Anne Challandes, présidente de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales

Tu es avocate de formation.

Que pouvons-nous dire ou faire pour notre défense ?

Communiquer ! Informer ! Montrer ! Répéter ! Et serrer les rangs. Nous devons choisir les arguments justes, étayer nos propos de faits et d'exemples concrets pour démontrer notre bonne foi et nos intentions. Il est important de rester unis derrière un même message : l'agriculture a pour but de produire de manière durable de la nourriture pour la population suisse.

Dans le secteur agricole, l'initiative pour une eau potable propre cause bien des remous. Quelle évaluation fais-tu de la situation ?

Cette initiative est dangereuse, car elle est fondée sur un message incorrect mais émotionnel. Nous devons convaincre la population qu'elle peut nous faire confiance et la persuader de notre ferme intention de continuer d'évoluer dans la bonne direction. Nous ne devons pas nous laisser diviser et rester unis, quels que soient les modes de production.

L'égalité entre femmes et hommes dans l'agriculture est un thème cher à tes yeux. Qu'attends-tu de la PA 22+ ?

La PA 22+ contient un seul élément social : l'obligation d'une couverture sociale pour le conjoint ou le partenaire qui travaille dans l'exploitation. Il s'agit d'un minimum puisque cela concerne une assurance perte de gain contre les risques de maladie et accident, et une prévoyance contre les risques de décès et d'invalidité. Cette solution ne résout pas les difficultés en cas de séparation ou de divorce. Elle n'implique pas non plus d'obligation de verser une rémunération et, sans celle-ci, il n'y a pas de droit aux prestations de l'assurance-maternité. C'est un pas, un premier pas dans la bonne direction. Le projet a surtout le mérite d'ouvrir la discussion. Il fait prendre conscience de la nécessité, pour tout un chacun, d'analyser sa situation et de prendre ensuite les mesures nécessaires pour le bien de toute la famille. En cela c'est un progrès.

De grands défis s'annoncent pour 2020.

Quel est ton souhait et que fais-tu pour qu'il se réalise ?

Nous devons être ouverts et capables de nous remettre en question. En même temps, nous devons avoir confiance en nous et être fiers de notre travail. J'espère que la voix des familles paysannes sera entendue, que l'agriculture reprendra son importance et sa véritable place dans notre vie quotidienne et notre pays. J'y mets mon cœur et mon énergie.

En savoir plus sur les travaux dans les organes :





1^{er} rang d.g.à.d.: Hans Jörg Rügsegger (Berner Bauern Verband), Anne Challandes (Vice-présidente USP, Union suisse des paysannes et des femmes rurales), Fritz Glauser (Vice-président USP, Union des paysans fribourgeois, Fédération suisse des producteurs de céréales), Markus Ritter (Président USP), Hans Frei (Vice-président USP, Zürcher Bauernverband), Andreas Vögtli (représentant BL/BS/SO, Solothurner Bauernverband), Jacques Bourgeois (Directeur USP jusqu'au 31 mars)

2^e rang d.g.à.d.: Dominique Maigre (Production végétale), Willy Giroud (Chambre valaisanne d'agriculture, cultures spéciales), Claude Baehler (Prométerre), Thomas Roffler (Bündner Bauernverband, Société suisse d'économie alpestre), Hanspeter Kern (Producteurs Suisses de Lait), Christian Galliker (Commission des jeunes agriculture de l'USP), Josef Murer (Zentralschweizer Bauernbund)

3^e rang d.g.à.d.: Fritz Waldvogel (représentant AI/AR/GL/SH), Meinrad Pfister (Économie animale, Suisseporcs), Stefan Müller (Groupement suisse pour les régions de montagne), Markus Hausammann (Verband Thurgauer Landwirtschaft)

4^e rang d.g.à.d.: Jürg Bärtschi (représentant de la branche avicole, Association Suisse des Producteurs de Volaille), Pierre-André Geiser (fenaco), Jakob Lütolf (Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband), Liselotte Peter (Union suisse des paysannes et des femmes rurales), Sem Genini (Unione Contadini Ticinesi)

il manque: Samuel Pfister (représentant JU/NE/GE, AgriJura) et Alois Huber (Bauernverband Aargau)

Les membres de la
Chambre suisse d'agriculture :



Premiers moments forts 2020



Conférence de presse de début d'année

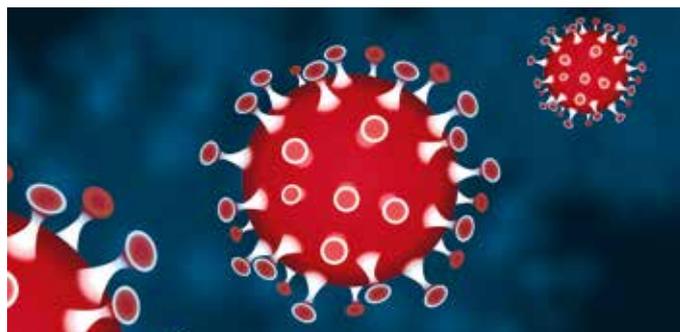
L'USP a entamé 2020 en invitant les médias à sa conférence de presse de début d'année dans une exploitation agricole. Cette conférence s'est tenue chez Samuel Schwab, à Worb (BE). Intitulée « L'agriculture suisse a rendez-vous avec son avenir », la conférence avait pour thèmes la PA 22+, le Mercosur, ainsi que les initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». L'USP a montré aux journalistes comment tous ces thèmes sont liés entre eux. L'agriculteur a expliqué quelles seraient les conséquences de l'initiative pour l'eau potable dans son exploitation d'élevage porcin. Après une conférence de presse très bien suivie, la couverture par les médias est allée plus ou moins dans notre sens, malgré une tentative de perturbation médiatique d'Avenir Suisse.



Initiatives populaires

La commission permanente Communication et le groupe d'accompagnement de l'alliance contre les deux initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » ont donné leur feu vert à une campagne d'information. Avec comme figures emblématiques une paysanne et son fils ainsi qu'un paysan et ses filles, nous avons abordé les activités et les succès de l'agriculture dans la protection des végétaux, la biodiversité et la réduction des antibiotiques. La campagne s'est déployée de mi-mars à mi-avril. En raison de la situation extraordinaire liée au coronavirus, nous n'avons réalisé que le volet en ligne, sous forme de bannières sur les principaux sites d'actualité, de publicités sur Youtube et d'activités sur les réseaux sociaux visant le principal public cible dans les villes et agglomérations. Nous avons interrompu la diffu-

sion d'affiches animées dans les grandes gares du pays. En complément, nous avons poursuivi les mesures existantes, comme les panneaux, les prospectus, le site web, la page Facebook et les annonces Google. Les deux comités se sont déjà penchés sur les démarches possibles pendant la campagne de votation proprement dite, et ils ont discuté de diverses lignes. S'agissant de ces dernières, il faudra cependant les réexaminer, puis les tester auprès de la population à la fin de la crise du coronavirus.



Situation extraordinaire liée au coronavirus

Dans l'agriculture aussi, la situation extraordinaire dans laquelle le coronavirus a plongé la Suisse dès la mi-mars est source d'inquiétude et soulève de nombreuses questions. C'est pourquoi l'USP a institué un groupe de travail, avec pour mission d'effectuer une analyse quotidienne de la situation et d'assurer la coordination avec la Confédération. Sur son site web, l'USP a créé une page de questions-réponses afin d'exposer les problèmes les plus fréquents et les manières d'y remédier. En outre, elle a mis en ligne une page proposant un aperçu des bourses d'emplois pour exploiter le potentiel indigène en cas de pénurie de main-d'œuvre étrangère. À des intervalles réguliers, elle a informé les organisations membres et les médias des développements les plus récents par des communiqués de presse, des newsletters et sur les réseaux sociaux. La sortie de crise était encore incertaine au moment de mettre sous presse le présent rapport.

Référendum contre la loi sur la chasse

Le référendum lancé contre la révision de la loi sur la chasse par des organisations œuvrant pour la protection de l'environnement et des animaux a abouti. Étant donné que l'enjeu concerne surtout les éleveurs et les régions de montagne, l'USP s'est engagée aux côtés de ChasseSuisse et du Groupement suisse pour les régions de montagne pour l'acceptation de la nouvelle loi. Elle a mis en place les bases cantonales et les a chargées de la pose d'affiches. La votation prévue à la mi-mai et, partant, la campagne de votation ont été reportées en raison du coronavirus.

Politique agricole 22+

Le 13 février, le Conseil fédéral a publié son message relatif à Politique agricole à partir de 2022 à l'attention du Parlement. L'USP a analysé en

interne ce message et a discuté au sein de ses organes et avec les organisations membres de la position à adopter. À l'issue de ce processus, l'USP a recommandé au Parlement de renvoyer le message au Conseil fédéral, en posant des exigences claires. Entachée d'erreurs et de contradictions, la copie est à revoir de fond en comble pour un secteur agricole et alimentaire tourné vers l'avenir.

Train d'ordonnances 2020

Cette année aussi, les ordonnances de la politique agricole actuelle feront l'objet de quelques ajustements. Ils consistent en des projets de modifications de quinze ordonnances du Conseil fédéral, trois ordonnances du DEFR et deux ordonnances de l'OFAG. La plupart des nouvelles dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2021. L'USP a pris position en tenant compte des commentaires reçus des organisations membres.

Obligation d'annoncer les postes vacants

Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'obligation d'annoncer les postes vacants concerne tous les manœuvres agricoles. L'USP a mis à jour sa feuille d'information, et a revu et modifié la nomenclature des professions. L'obligation a été suspendue pendant la situation extraordinaire liée au coronavirus.



Revaloriser la nourriture

L'USP a lancé une action pour revaloriser les produits naturels et faire évoluer les mentalités vers une plus grande tolérance. Les exploitations pratiquant la vente directe peuvent ainsi commander des autocollants gratuits en deux tailles différentes pour signaler des produits qui ne cadrent pas avec les normes habituelles du commerce. Un prospectus ad hoc explique que l'achat de produits imparfaits est un geste important pour lutter contre le gaspillage alimentaire. L'action s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale « SAVE FOOD, FIGHT WASTE », portée par de nombreuses parties prenantes.

Campagne pour le port de la ceinture de sécurité

Suite aux 46 accidents professionnels mortels survenus en 2018, l'USP a institué un groupe de travail, réunissant des représentants des chambres cantonales d'agriculture, du Service de prévention des accidents dans l'agriculture et des organisations sectorielles, pour améliorer la sécuri-

té. Étant donné qu'un grand nombre d'accidents sont survenus lors du renversement d'un véhicule, la campagne de sensibilisation « Déjà attaché ? », portée par de nombreuses parties prenantes, a commencé début 2020 pour une durée de deux ans.



Hors-série du magazine ZOOM sur la biodiversité

La promotion de la biodiversité dans l'agriculture fait partie des thèmes prioritaires de l'USP en 2020. Un hors-série sur le sujet est déjà sorti en mars. Il s'adresse aux familles paysannes. Il est censé leur présenter l'utilité des diverses mesures et les soutenir dans la concrétisation de celles-ci. Les organisations membres, les écoles d'agriculture et les bureaux de vulgarisation peuvent obtenir gratuitement ce hors-série ou en télécharger un exemplaire.

Révision de la formation initiale

L'enquête menée auprès des organisations membres de l'OrTra AgriAli-Form pour préparer la révision de la formation initiale en 2022/2023 s'est achevée début 2020. C'est sur cette base que le groupe d'accompagnement institué par la commission pour le développement professionnel et la qualité définira les prochaines étapes en vue de la révision.

Statistiques et évaluations

L'annuaire statistique de l'agriculture paraît désormais en format numérique (PDF). Comme premier numéro, c'est le chapitre sur les résultats comptables qui a été bouclé le 21 février et envoyé par e-mail à toutes les personnes intéressées. Il est prévu de regrouper les différents chapitres dans un recueil, numérique lui aussi, d'ici la fin de l'année.

Vous pouvez suivre
notre actualité ici :



Version en ligne et PDF



Contact

Union suisse des paysans
Laurstrasse 10 | 5201 Brugg
Téléphone 056 462 51 11 | info@sbv-usp.ch

www.sbv-usp.ch

Rapport annuel 2019

Publication N° 246,
Supplément spécial « Agri », 8 mai 2020

ISSN 1661-8378